

CN 0100965

( MMB/MS )

DOCUMENT N. 82/83

ADUT 1983

*RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES  
DU CENTRE NATIONAL DE RECHERCHES AGRONOMIQUES DE  
BAMBEY  
1980 - 1981 - 1982*

*par*

*Mahawa MBODJ*

Directeur du Centre

## I - INTRODUCTION

Ce rapport a pour objectif de relater les faits saillants des exercices 80, 81 et 82 du CNRA tant sur le plan administratif et financier que sur celui de la Recherche.

Ces trois exercices échelonnés dans le temps ont eu un dénominateur commun, la recession, corollaire d'une conjoncture économique mondiale difficile.

L'ISRA étant à sa 8e année depuis sa création, avec un Règlement d'Etablissement jusqu'alors non approuvé, ces trois années ont aussi été un véritable calvaire en matière de gestion du personnel pour les Directeurs de centres. Bon nombre des revendications, demeurées insatisfaites, des travailleurs étant lié à la sortie dudit Règlement. C'est donc dans un contexte budgétaire et social difficile, d'une institution nationale de Recherches (ISRA) encore en gestation que nous avons eu à gérer le CNRA de Bambeu, dont la réputation internationale a pu être préservée grâce à la discipline et à l'ardeur au travail de son personnel.

## II - GESTION ADMINISTRATIVE

Après une année de transition (cf rapport 1979) marquée par de grands changements à la tête de ce Centre, la nouvelle Equipe administrative s'est, au cours de ces trois années, évertuée à s'adapter non sans difficultés, à ses nouvelles fonctions dans un Institut en pleine gestation.

### 21 - Effectif du personnel et son évolution

Les tableaux 1 et 2 ci-après nous montrent :

- une diminution du personnel administratif et de maintenance au fil des années, suivie d'une baisse très sensible (après 1980) de l'effectif des services de recherches et d'appui, lequel reste cependant encore supérieur par rapport à 1979 ;

- une tendance à la hausse du personnel chercheurs nationaux avec le retour des chercheurs en formation ;

- un effectif de techniciens et assimilés (Agents de maîtrise, techniciens et techniciens supérieurs) en augmentation. Rapporté au nombre de chercheurs, le pourcentage passe de 130 % en 1979 à 147 % en 1982, ce qui est encore insuffisant par rapport aux normes internationales (3 à 4 techniciens pour 1 chercheur) ;

- une réduction numérique du personnel d'exécution, les départs à la retraite n'étant pas toujours remplacés et pour des raisons budgétaires. Seuls les postes jugés indispensables ont fait l'objet d'embauche nouvelle, lorsque le personnel disponible (issu du programme arrêté) ne répond pas au profil,

### 22 - Gestion du personnel

C'est de loin le domaine qui pose le plus de problèmes à la Direction du Centre, surtout en cette période de transition où l'ISRA bien qu'Etablissement public n'a pas encore son Règlement d'Etablissement. Avec la circulaire U80 PM/SGG du 20 Septembre 1979, l'ISRA navigue entre le statu quo antérieur, le décret 76-0122 et le recours, hélas, à des textes de l'administration générale, inapplicables à notre Institut. Outre le caractère d'incohérence qui préside à cette pratique, le procédé pose de sérieuses difficultés à la gestion du personnel et, par voie de conséquence, à l'exécution des programmes de recherche.

Tableau 1 : Les effectifs du personnel

Années	Services	Employés	Ouvriers	Manoeuv. Gardiens	Chauf.	A.M. et Assimil.	T.S. T.	Chercheurs		Total
								Nat.	Exp.	
1979	Administration et maintenance	43	25	22	5	10				106
	Sces de Recherches et d'appui	57	117	67	17	12	25	16	21	333
	Total	100	142	89	23	22	25	16	21	439
1980	Administration et maintenance	45	19	21	6	10		1		102
	Sces de Recherches et d'appui	83	118	78	28	17	25	21	17	388
	Total	128	137	29	34	27	25	22	17	490
1981	Administration et maintenance	38	19	16	5	11		1		92
	Sces de Recherches et d'appui	78	113	78	25	20	25	19	18	376
	Total	116	132	94	31	31	25	20	18	468
1982	Administration et maintenance	38	18	14	5	12	-	1	-	89
	Sces de Recherches et d'appui	73	108	68	24	20	23	18	19	352
	Total	111	126	82	29	32	23	19	19	441

Tableau 2 : Mouvements des personnels

	1980	1981	1982
Retraités	13	14	9
Licenciés	4	3	3
Démisionnaires	4		
Mutés	1	7	5
Décédés	3		
Total	25	24	17
Embauches nouvelles	17	18	8

Par exemple, le décret 77-080 du 23 Janvier 1977 relatif aux indemnités de déplacement, imposé à l'ISRA, freine la bonne exécution des programmes. Les frais engagés en cours de mission sont loin d'être compensés par l'indemnité journalière de 2.500 F ou 3.500 F. La solution qui consiste à allouer à certains chercheurs des indemnités forfaitaires de déplacement sur la base de 12 jours, sous prétexte qu'ils interviennent dans des Conventions particulières ne fait que compliquer les choses. En réalité cet amalgame de mesures pour tenter de résoudre les quelques problèmes, jugés brûlants, qui se posent à l'ISRA n'est pas de nature à créer un climat de travail sain. Bien au contraire il concourt à multiplier le nombre d'aigris et de frustrés alors que le maintien du statu quo en attendant la sortie du Règlement d'Etablissement aurait posé moins de problèmes.

### 23 - Formation permanente

La gestion du personnel n'est pas seulement cet aspect rebarbatif et harassant de satisfaction des besoins matériels des travailleurs, elle consiste aussi à placer l'employé dans un environnement socio-professionnel lui permettant d'améliorer ses connaissances et de s'épanouir intellectuellement. C'est pourquoi, malgré des enveloppes budgétaires en réduction, le Centre a eu un service chargé de la formation professionnelle, du recyclage et de l'alphabétisation fonctionnelle.

Le tableau 3 fait état des résultats obtenus dans ce domaine.

Tableau 3 : Formation permanente : résultats

Nature du programme	Catégories professionnelles concernées	Bénéficiaires		
		1980	1981	1982
Alphabétisation fonctionnelle	Ouvriers et manoeuvres	35	14	24
Stage de perfectionnement dans des sociétés	Ouvriers-Observateurs Techniciens	25	5	6
Cours de secrétariat		20	15	13
Cours d'Anglais	Chercheurs Techniciens supérieurs	30	18	17

Des progrès sensibles ont été observés en matière d'alphabétisation. Le groupe le plus avancé avait bouclé son cycle parce qu'il savait lire, écrire et calculer.

Le perfectionnement des cadres en Anglais a fait l'objet de trois séries de cours d'une durée de 3 mois chaque, grâce à l'appui financier du projet céréalier Phase II, d'une part, et du projet CRSP Niébé, d'autre part.

En accord avec certaines écoles spécialisées comme l'Ecole Nationale des Cadres Ruraux (ENCR) de Bambey, l'Ecole des Agents Techniques d'Agriculture de Néma-Ziguinchor, le Centre a pu envoyer certains de ces agents méritaires suivre des cours d'agriculture en qualité d'auditeurs libres.

### III - GESTION FINANCIERE

#### 31 - Budgets prévisionnels

Les trois années ont été marquées par une réduction budgétaire réelle. A cela plusieurs raisons :

- l'enveloppe de l'article 8 de la Convention générale a subi une baisse du fait de la suppression de certains programmes et/ou de la réduction du niveau de financement de certains autres.

- l'application de la loi de finance sénégalaise instituant une ponction de 20 % sur le budget de transfert, ce qui diminue d'autant tous les programmes relevant des articles 4 et 7 de la Convention générale.

A ces faits, considérés comme essentiels, sont venues s'y ajouter :

- une inflation galopante qui réduit d'au moins 10 % chaque année le pouvoir d'achat ;
- une gestion rendue difficile par une gymnastique comptable, certes complexe, mais surtout empoisonnée par de sérieux problèmes de trésorerie ;
- des charges en personnel fort élevées, du fait des augmentations de salaires de Juillet 1980 et 1982 et de la prise en charge des frais médicaux de l'ensemble du personnel de l'ISRA (note de service n° 0120 DG/ISRA du 14 Janvier 1980).

Ainsi la part du budget allouée au fonctionnement propre des programmes a été très faible durant ces trois exercices, ce qui s'est traduit par une réduction très sensible des activités scientifiques sur le terrain. Aussi nous attendons, optimistes, le démarrage du projet de recherches agricoles (PRA), dont l'exécution devait poser moins de problèmes budgétaires quant aux programmes retenus. Pour plus de commodité, nous suggérons que les programmes et leurs budgets soient domiciliés dans le même secteur géographique, même si pour des raisons conjoncturelles les chercheurs sont encore hébergés par le CNRA. Ceci nous préserverait des problèmes de transfert, véritable cauchemar avec certains Directeurs de Centres. Certes le problème restera encore partiellement résolu tant que tous les centres de recherche ne seront pas à même d'héberger et les chercheurs et les programmes qui y sont domiciliés.

Tableau 4 : Comptes prévisionnels des 3 exercices budgétaires (un millions F CFA)

	1980	1981	1982
Convention générale	442.700	424.150	324.164
Convention particulière nationale	23.728	31.014	32.895
Convention particulière internationale	95.169	111.176	97.461
Total Conventions	556.537	502.780	454.520
Valeur pondérée par année	100	90,33	81,56
Recettes	48.114	42.780	54.861
Total budget	604.711	545.560	509.381

## 32 - Exécution budgétaire

Pour des problèmes de trésorerie, le centre a eu beaucoup de mal à mobiliser son budget, Certains marchés, notamment celui des véhicules n'ont pas été exécutés ou l'ont été avec beaucoup de retard.

Depuis 3 ans le Centre n'a reçu que deux véhicules sur le marché administratif, toutes les autres acquisitions de cette période provenant de conventions particulières internationales (CILSS/Institut du Sahel (2) Projet céréalier Phase II (3)).

Les ponctions de 20 % opérées sur les budgets initialement arrêtés ont eu des conséquences très fâcheuses sur le fonctionnement des services. En effet la ponction ayant eu lieu vers la fin du 1er semestre (Juillet à Décembre) elle a porté en particulier sur le compte 652 (personnel temporaire). Ainsi la récolte des essais, la mise en place des essais de contre-saison ainsi que la préparation des campagnes à venir ont posé beaucoup de difficultés au cours des exercices 80/81 et 81/82. L'exercice 82/83 n'ayant duré que 6 mois (Juillet à Décembre) du fait du démarrage du projet dit Recherche agricole, le Centre a connu une période de transition longue et très difficile. Ce Janvier à Mai 1983 seuls les services disposant de conventions particulières ont été autorisés à engager des dépenses de fonctionnement (embauche de personnel temporaire, prise d'essence, achat de petits matériels de fonctionnement). Ceci s'est traduit par un relâchement et un désœuvrement total du personnel avec ce que cela comporte comme conséquences psychologiques, il n'est pas surprenant que le centre en particulier et l'ISRA en général aient connu des remous.

## IV - GESTION SCIENTIFIQUE

### 41 - Programmes (tableau 6)

Les programmes de recherches domiciliés à Bambey se répartissent en 3 catégories de convention :

- la Convention générale franco-sénégalaise
- les Conventions particulières nationales
- les Conventions particulières internationales.

L'importance numérique et budgétaire de chacune des catégories a connu des variations au fil des années. La Convention générale par exemple a enregistré des suppressions et/ou des transferts de programmes :

- le programme nutrition minérale des mils de l'article 8 a été transféré à l'article 7 du fait du départ de M. Siband en 1980.
- le programme amélioration du mil de l'article 8 a été supprimé avec le départ de M. Lambert en 1981.
- le programme physique des sols a disparu des activités du Centre avec le départ de M. Chopart en 1982.
- le programme physiologie de l'arachide de M. Gautreau initialement de l'article 4 a été transféré à l'article 8, en 1980.
- le programme d'hydraulique agricole de M. Duc s'est vu éclater entre Bambey, Richard-Toll et le Sine-Saloum à partir de 1982.

Le tableau 6 montre :

- une tendance à la hausse du pourcentage des conventions particulières nationales dans les programmes, ce qui traduirait l'accroissement de l'intérêt que les Sociétés de la place accordent à nos structures de recherche.

- un niveau acceptable des conventions particulier-es internationales dans nos programmes, situation qu'il convient d'encourager autant que faire se peut, parce qu'elle contribue à une meilleure connaissance de notre institut à l'extérieur et renforce par conséquent notre coopération internationale.

- une réduction progressive mais régulière de la part qu'occupent les programmes de la convention générale, donc en grande partie à la suppression de certains programmes relevant de l'article 8 (financement 100 % français).

Tableau 6 : Programmes domiciliés à Bambe

	Convention génér.		Conventions part. nationales		Conventions part. internationales		Total
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
1980/81	27	71	8	8	3	21	38
				5		29	41
1982/83	27	63	4	11	10	26	38

#### 42 - Documentation scientifique et publication

Le Centre a reçu en moyenne 161 documents scientifiques (bulletins, périodiques) par an, dont 57 (35 %) en langues étrangères (majorité anglaise). Par rapport au nombre moyen annuel de programme, le nombre de périodiques par programme est de 4. A cette liste il faut bien sûr ajouter différents rapports techniques et livres envoyés au centre ou commandés par les services.

Le centre a publié de 1983 à 1982 en moyenne 117 rapports et notes techniques par an, diffusés au niveau de différents services (technique - de recherches et de développement) agricoles et para-agricoles, du pays et à l'étranger.

Afin de limiter la spoliation intellectuelle dont souffrent nos chercheurs, du fait de l'absence d'une revue scientifique pour l'ISRA, nous avons créé au niveau du Centre la collection Etudes techniques du CNRA où les chercheurs pourront publier les résultats de leur Recherches arrivées à terme. Nous insistons encore une fois sur la nécessité quasi absolue de créer un périodique pour l'Institut, en application d'une des recommandations faites lors au séminaire des Directeurs de Centres et Chefs de vices de la Documentation, tenu à Saint-Louis du 25 Novembre au 5 Décembre 1982.

#### 43 - Visites d'études et contacts scientifiques

En plus du contact quasi permanent avec les utilisateurs des résultats de nos travaux de recherche (les sociétés régionales de développement un l'occurrence la SOPEVA), nous organisons des visites d'information au niveau des sociétés et institutions industrielles ou de recherches. Ainsi durant les trois années, les chercheurs du Centre ont eu à visiter :

- la SODEC LYNDIANE
- le Centre de Recherches Océanographiques de Dakar Thiaroye
- le Laboratoire d'Elevage et de Médecine Vétérinaire
- l'Ecole Nationale Supérieure Universitaire et de Technologie (ENSUT)
- l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA)

Ces visites, outre leur caractère d'information, permettent de nouveaux liens de coopération et d'échange fructueux. Le Centre reçoit en moyenne 200 visiteurs/an de diverses provenances et de disciplines variées. Ainsi les chercheurs consacrent une part appréciable de leur temps à ces contacts qui quoiqu'on en dise constituent des vecteurs importants d'information mis aussi de diffusion de nos travaux et résultats de recherche.

#### 44 - Résultats saillants

L'objet des rapports de Directeur de Centre n'est pas de fournir des informations scientifiques détaillées sur les résultats de recherche mais plutôt de donner un aperçu sur les conditions climatiques qui ont prévalu au cours de la campagne et leurs incidences sur l'évolution des cultures.

Sur les trois (3) hivernages concernés tous ont eu une pluviométrie déficitaire par rapport à la normale et sur l'ensemble de nos Stations et Papem. Ceci s'est traduit par une mauvaise satisfaction des besoins en eau des espèces cultivées dans la zone (arachide-mil-niébé) sauf pour Bambey, Thiénaba et Ndiémame en 1980, où malgré un démarrage assez tardif de l'hivernage, l'alimentation hydrique a été dans l'ensemble correcte.

En 1481 et 82, à la Station de Louga par exemple, seuls les niébés de cycle court (75 j) ont pu boucler correctement leur cycle, les autres espèces ayant beaucoup souffert de l'arrêt précoce des pluies. L'hivernage 82 a été aussi marqué par un parasitisme (*Amsacta*) d'une rare intensité sur niébé, dans la zone de Louga et de Thilmakha (beaucoup de champs ont été entièrement détruits); ailleurs le mil a souffert d'attaque de cantharides et de forficules en période de floraison, et de mineuses de chandelles à maturité, ce qui a beaucoup affecté la production en cette céréale. L'arachide de cycle court, la 55-437, nûn dormante, a par contre su "tirer ses épingles du jeu", ce qui explique son extension actuelle hors de sa zone d'emprise avec tout ce que cela comporte comme risque. La Recherche disposant d'une variété dormante de cycle identique, (la 73-30), l'accent devra porter sur sa multiplication en vue d'une large diffusion en zone plus méridionale (Nord du Sine-Saloum) où l'extension de la 55-437 peut poser à terme des problèmes, les conditions climatiques aidant.

En conclusion on peut dire que les trois campagnes, considérées s'inscrivent encore, hélas! dans la période sécheresse qui sévit dans le pays depuis bientôt un 2<sup>e</sup> quinzaine d'années, tant par la faiblesse des quantités d'eau tombées que par leur mauvaise répartition. Ceci milite encore en faveur de variétés hâtives, capables de tirer meilleur parti de faibles pluviométries et dans un laps de temps relativement court. L'accent devra par conséquent porter sur une multiplication plus large de tels types de matériels en vue de leur diffusion sur une grande échelle, en respectant, autant que possible, leur caractéristiques physiologiques : dormance, photosensibilité, résistance à la sécheresse...

Tableau 7 : Pluviométrie des 3 années dans les Stations et Papem du Secteur Centre Nord.

Station et Papem	Pluviométrie (mm)			Déficit ou excédent par rapport à la normale		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Bambey	389	491	452,2	- 240	- 130	- 200
Neïmane	401	397	385,5	- 230	- 230	- 250
Thiënaba	381	395	459,2	- 170	- 150	- 100
Louga	272	236	214,2	- 150	- 180	- 230
Thilmakha	251	330,0	430,1	- 250	- 280	- 150
Roff			509,7			- 220